



Marine Le Pen, la candidate « au nom du père »

Ne donnons pas nos voix à une femme dont le programme induit la régression de nos droits et de la démocratie dans ce pays

Nous, femmes du réseau pluraliste Elles aussi, indépendant des partis politiques, avons toujours maintenu notre unité dans l'engagement pour une démocratie paritaire, considérant la parité en politique et dans tous les domaines de la société comme un levier pour ébranler le système patriarcal dominant, combattre le sexisme et la misogynie qui l'accompagnent.

Héritières d'une lignée de femmes qui ont lutté pour le droit de vote et pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines, nous connaissons la force de vie des femmes dans l'histoire. Actuellement, elle circule toujours dans notre monde déchiré, pour entretenir, réparer, soigner, survivre aux viols de guerre, résister. Préserver cette pulsion de vie est incompatible avec un vote pour Marine Le Pen, alors qu'à l'Assemblée nationale, comme au Parlement Européen, elle et les élus de son parti se sont opposés quasiment unanimement et systématiquement aux textes qui promeuvent l'égalité entre les femmes et les hommes, la contraception, la lutte contre les violences faites aux femmes et les violences de genre, ou la promotion de la parité.

Sous le travestissement d'un discours de séduction, un programme dans la continuité avec le FN

Le discours est moins inquiétant, mais on retrouve les fondamentaux de l'extrême droite depuis des décennies, sur l'immigration (suppression du droit du sol) , la sécurité (présomption de légitime défense accordée aux forces de l'ordre), la proximité avec le pouvoir russe de V. Poutine.

Des mesures xénophobes sont « *une politique sociale alternative* » en faveur des familles françaises pour lutter contre « *la submersion migratoire* » : pas de prestations familiales pour les étrangers, fin à l'accueil des mineurs non accompagnés, suppression de l'aide médicale d'Etat.

Le modèle hongrois de démocratie illibérale pour inspiration

On a vu comment en Pologne et Hongrie, ces dix dernières années, le détournement des instruments de L'Etat de droit a servi à des fins illibérales pour instaurer un autoritarisme contrôlant les médias, la justice, les universités.... s'attaquant aux droits des femmes, aux minorités LGBTQ+ et aux étrangers. Les propositions de gouvernement de Marine le Pen avec appel par référendum au peuple souverain, dont elle se dit porte-parole, sont un contournement des contre-pouvoirs et court-circuitent la Constitution et le Parlement. A l'extérieur, l'abandon du multilatéralisme et la supériorité du droit national sont incompatibles avec l'UE.

Le bilan du gouvernement d'Emmanuel Macron est mitigé en termes de droits des femmes et d'égalité femmes-hommes, mais un espace de lutte collective existe et comme le dit Marx : « *c'est quand les droits sont acquis que les luttes commencent* ». Les femmes n'ont rien à gagner à voter pour Marine le Pen.

Elles aussi, Le 19 avril 2022